



Tendances et faits saillants en immigration à l'échelle mondiale

Octobre à décembre 2025

■ ■ ■
Meilleure la question,
meilleure la réponse.
Pour un monde meilleur.



Façonner l'avenir
en toute confiance

Survol

Le présent document donne un aperçu des nouveautés à l'échelle mondiale en matière d'immigration à des fins d'affaires. Il vise à alimenter les discussions sur les politiques qui ont été proposées ou mises en œuvre dans des pays et territoires clés des Amériques, de l'Asie-Pacifique et de la région EMOIA (Europe, Moyen-Orient, Inde et Afrique).

Chaque jour, des modifications aux politiques sont proposées et instaurées dans le monde entier. Ce document sera mis à jour tous les trimestres. Ce document ne tient pas compte de tous les territoires. Le contenu des articles hyperliés est exact à la date de sa publication, et il n'a pas été mis à jour depuis cette date.

Le présent document est fourni à des fins d'information seulement et ne constitue ni un conseil juridique ni une garantie quant au résultat de quelque demande, y compris des demandes d'admission dans des pays étrangers. Les sociétés membres d'EY ne pratiquent pas le droit là où la loi le leur interdit. Ernst & Young LLP (EY États-Unis) ne pratique pas le droit et ne fournit pas de conseils juridiques.

Pour connaître les nouveautés en matière d'immigration, cliquez [ici](#). Pour d'autres indications ou informations sur les politiques et/ou les exigences en matière d'immigration dans des pays ou territoires précis, veuillez communiquer avec le professionnel d'EY avec qui vous collaborez.

L'immigration en un coup d'œil



Shawn Orme

Leader des Services en immigration à l'échelle mondiale d'EY

[Profil Gens d'EY](#)

En réaction aux profonds bouleversements sur la scène géopolitique, de nombreux pays ont mis en œuvre vers la fin de 2025 des mesures visant à resserrer leurs contrôles en matière d'immigration et à renforcer leur sécurité en s'équipant de technologies numériques de pointe. Le gouvernement américain a interdit l'entrée aux États-Unis aux ressortissants de 19 pays, en plus d'imposer des restrictions partielles à l'égard de 20 autres pays, citant des préoccupations liées aux séjours prolongés sans autorisation, à la sécurité et au partage d'informations. Le Danemark, les Pays-Bas et le Portugal ont mis en œuvre le système d'entrée / de sortie (*Entry/Exit System - EES*) de l'Union européenne, qui utilise les données biométriques et des mesures avancées de vérification d'identité pour détecter les séjours prolongés sans autorisation et les menaces à la sécurité. En Finlande, les étrangers ayant un casier judiciaire doivent maintenant se conformer à un processus d'obtention ou de renouvellement de la citoyenneté plus strict, qui comprend également la possibilité de révoquer la citoyenneté en cas de non-respect des exigences. Le Royaume-Uni a proposé des critères plus stricts en matière de criminalité pour les personnes qui demandent une autorisation de séjour indéfini (*Indefinite Leave to Remain*).

Les gouvernements du monde entier se tournent également vers la technologie et l'innovation afin de simplifier les processus, accroître la transparence et améliorer l'expérience des demandeurs. La Thaïlande et la Malaisie ont instauré des plateformes numériques pour simplifier les demandes de permis de travail, réduire les formalités documentaires et augmenter l'efficacité. Le nouveau système de visa électronique du Gabon simplifie les demandes de visa de séjour de courte durée et réduit les délais de traitement. L'Irlande a simplifié le processus de paiement des droits de visa en le déplaçant en ligne, sur sa plateforme AVATS. L'Inde et la République de Corée ont commencé à utiliser les cartes d'arrivée électroniques pour remplacer les formulaires papier afin de simplifier le processus d'admission et d'améliorer l'expérience des voyageurs.

Les politiques en matière de visas continuent d'être un baromètre des relations diplomatiques entre les pays, lesquels doivent trouver un point d'équilibre entre les efforts d'attraction des talents et les mesures réciproques de gestion des migrants. La Chine continentale permet désormais aux ressortissants de 45 pays et territoires d'entrer sans visa sur son territoire, le Brésil a élargi l'étendue des activités autorisées pour les visiteurs d'affaires et la Barbade a conclu un accord de libre circulation avec certains membres de la Communauté des Caraïbes (CARICOM). Parallèlement, en réponse aux restrictions de voyage imposées par les États-Unis aux ressortissants tchadiens, le Tchad a cessé de délivrer des visas aux ressortissants américains. Le Malawi a imposé des frais de réciprocité et mis fin à la dispense de visa pour les pays n'ayant pas d'accord de réciprocité.

Les nomades numériques et le travail à distance continuent d'offrir aux organisations mondiales un avantage stratégique pour maintenir en poste les meilleurs talents et renforcer la résilience face aux défis transfrontaliers. Au Guatemala et en Slovaquie, les nouveaux permis de résidence pour nomades numériques soulignent l'importance croissante des modèles de travail flexibles dans un contexte de resserrement des règles d'immigration qui retarde les déplacements et perturbe les activités d'affaires, par exemple la décision récente des États-Unis de reporter les entrevues pour les visas de catégories H-1B et H-4 jusqu'en 2026 afin de renforcer le processus de vérification des candidatures en ligne.

Pour d'autres informations et une analyse, lisez le dernier numéro du EY Global Immigration Index: [Remote Work and Digital Nomads](#) pour obtenir des renseignements sur les pays et territoires délivrant des visas et des permis à l'intention des travailleurs à distance; consultez le numéro de décembre 2025 de la série [Geostrategic Analysis](#) pour des mises à jour sur les changements dans le commerce mondial, sur la dynamique du marché du travail et sur les tendances relatives à la gouvernance de l'IA; et explorez le rapport 2026 [Geostrategic Outlook](#) d'EY-Parthenon pour en apprendre davantage sur les 10 principaux développements géopolitiques en 2026.



Amériques

Nouvelles lois et politiques en matière d'immigration

- La [Barbade](#) a conclu un accord de libre circulation avec le Belize, la Dominique et Saint-Vincent-et-les-Grenadines. Les ressortissants de ces pays peuvent désormais séjourner et travailler à la Barbade sans visa, permis de travail ou certificat de compétences du Marché et Économie unique de la CARICOM (CARICOM Single Market and Economy - CSME).
- Le [Canada](#) a modifié la *Loi sur la citoyenneté* dans le cadre du projet de loi C-3, *Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté* (2025). Ces modifications apportent d'importants avantages pour les « Canadiens dépossédés de leur citoyenneté » qui n'avaient aucun moyen d'accéder à la citoyenneté sous le régime de la loi précédente.
- Le [Guatemala](#) a introduit un nouveau permis de résidence temporaire à l'intention des ressortissants étrangers qui souhaitent travailler à distance, depuis le Guatemala, pour une entreprise située à l'étranger.

Obligations et avantages - employeur

- Le [Canada](#) a déposé le Budget fédéral de 2025 et le Plan des niveaux d'immigration 2026-2028. Ce plan s'appuie sur la stratégie présentée en 2024 visant à réduire les admissions de résidents temporaires et à maintenir les cibles d'admissions de résidents permanents à des niveaux inférieurs, compte tenu des pressions exercées sur le logement, les infrastructures et les services publics.
- Les Services de citoyenneté et d'immigration des [États-Unis](#) (U.S. Citizenship and Immigration Services - USCIS) ont publié des indications explicatives sur les droits obligatoires de 100 000 \$ pour certaines demandes de visa H-1B à la suite de la proclamation présidentielle du 19 septembre 2025 instaurant ce nouveau paiement.

Obligations et avantages - personnes

- L'[Argentine](#) a mis en œuvre un changement de procédure ayant une incidence sur la délivrance du *Certificado de Residencia Precaria* (c.-à-d. le certificat de résidence provisoire).
- Le [Brésil](#) a élargi la portée des activités autorisées pour les visiteurs d'affaires de manière à inclure les activités d'assistance technique et de transfert technologique. Ces activités peuvent être menées jusqu'à 90 jours en vertu d'un accord officiel entre la société brésilienne et une société à l'étranger.
- Le Département de la Sécurité intérieure des [États-Unis](#) (US Department of Homeland Security - DHS) a publié dans le Federal Register un avis indiquant que l'organisation allait commencer à imposer et à percevoir des droits de séjour conditionnel (*immigration parole*) de 1 000 \$. Cette démarche vise tous les étrangers ayant déposé une demande de séjour conditionnel ou dont la demande est en instance, car les droits sont exigibles à la date à laquelle la demande est accueillie, peu importe la date de présentation.
- Le [DHS](#) a publié une règle finale provisoire mettant fin à la prolongation automatique de la période de validité des documents d'autorisation de travail (*Employment Authorization Documents - EAD*) pour les personnes qui demandent un renouvellement dans certaines catégories. À partir du 30 octobre 2025, il n'y aura plus de prolongation automatique pour les personnes qui demandent le renouvellement de leurs EAD dans ces catégories. Les demandeurs pourront seulement recevoir une autorisation de travail s'ils détiennent des EAD valides et non échus.



- Les [USCIS](#) ont publié une mise à jour de leurs lignes directrices ayant pour effet de réduire la période de validité maximale des EAD dans plusieurs catégories d'admissibilité, y compris les EAD délivrés aux ressortissants étrangers qui ont demandé le statut de résident permanent légitime (formulaire I-485).
- Le [DHS](#) a proposé une règle visant l'annulation de la réglementation de 2022 relative au fardeau pour l'État. Plus précisément, le DHS est d'avis que les règles actuelles sont trop restrictives, qu'elles limitent le pouvoir discrétionnaire des agents et qu'elles ne s'alignent pas sur l'intention du Congrès. Les modifications proposées élimineraient les définitions étroites et les cadres restrictifs pour permettre aux agents, lors de l'examen d'une demande, de tenir compte d'un plus large éventail de programmes sociaux et d'informations pour déterminer si un demandeur est susceptible de devenir une charge publique.
- Les [USCIS](#) ont publié le 2 décembre une note d'orientation (*Policy Memorandum*) ordonnant à leur personnel de suspendre toutes les demandes d'asile et de sursis à l'exécution d'une mesure de renvoi (formulaire I-589, *Application for Asylum and for Withholding of Removal*), quel que soit le pays de nationalité du demandeur; de suspendre les demandes de prestations en traitement pour les ressortissants étrangers des pays énumérés dans la Proclamation présidentielle n° 10949; et de procéder à un réexamen complet des demandes de prestations approuvées pour les ressortissants de 19 pays qui sont entrés aux États-Unis le 20 janvier 2021 ou après cette date.
- À la suite de l'annonce faite le 3 décembre 2025 par le Département d'État des [États-Unis](#), selon laquelle la procédure de contrôle en ligne des présences allait aussi s'appliquer aux demandeurs de visa de catégories H-1B et H-4, certains ressortissants étrangers qui avaient déjà des rendez-vous prévus en décembre pour l'obtention d'un visa ont reçu des avis indiquant l'annulation ou le report de leur rendez-vous.
- Le Service des douanes et de la protection des frontières des [États-Unis](#) (*US Customs and Border Protection - CBP*) a publié un avis de collecte de renseignements en lien avec le formulaire I-94, *Arrival/Departure Record, Information for Completing USCIS Forms*, et le système électronique d'autorisation de voyage (*Electronic System for Travel Authorization - ESTA*). Le CBP propose de recueillir davantage d'informations auprès des ressortissants étrangers afin de moderniser et de sécuriser le processus d'entrée et de sortie des voyageurs aux États-Unis, en priorisant notamment l'amélioration des vérifications d'identité, l'automatisation de la collecte des données et le renforcement de la sécurité nationale.
- Le président des [États-Unis](#) a publié une nouvelle proclamation imposant de nouvelles restrictions d'entrée totales aux ressortissants de 19 pays ainsi que des restrictions partielles aux ressortissants de 20 autres pays.

“

Les politiques d'immigration à l'échelle des Amériques ont connu des changements importants vers la fin de 2025, les pays cherchant à concilier des exigences relatives à l'entrée plus strictes et les mesures d'amélioration de la mobilité. Les États-Unis ont commencé à recueillir les données biométriques des ressortissants étrangers qui entrent au pays ou qui en sortent, ont mis fin à la prolongation automatique de la période de validité des EAD pour certaines catégories de renouvellement et ont instauré des droits de séjour conditionnel de 1 000 \$ pour les immigrants. Parallèlement, le Brésil a élargi l'admissibilité pour les visiteurs d'affaires, la Barbade a fait progresser la mobilité régionale grâce à un nouvel accord de libre circulation avec plusieurs pays de la CARICOM et le Guatemala a mis en œuvre un permis de résidence pour les nomades numériques.

– **George Reis**, leader des Services en immigration d'EY pour les Amériques,
[Profil Gens d'EY](#)



À plus long terme

- Aux [États-Unis](#), le DHS a publié une règle finale par laquelle il modifie sa réglementation pour l'habilitier à exiger que tous les étrangers soient photographiés lorsqu'ils entrent aux États-Unis ou en sortent et que les étrangers non exemptés fournissent d'autres données biométriques.
- Le DHS a également proposé [une règle](#) pour modifier sa réglementation sur la collecte et l'utilisation des données biométriques dans les processus d'immigration. Il s'agirait notamment d'instaurer une exigence universelle en matière de données biométriques selon laquelle tout demandeur, requérant, répondant, parrain, membre de la famille admissible, personne à charge, bénéficiaire ou particulier associé à une demande d'avantages en matière d'immigration soit tenu de fournir des données biométriques, à moins que le DHS ne les en exempte.

Asie-Pacifique

“

La numérisation des demandes du système de permis d'emploi (*Employment Pass*) en Malaisie et le lancement en Thaïlande du système de permis de travail électronique (*e-WorkPermit*) reflètent une tendance soutenue vers le traitement des demandes de visa assisté par la technologie, et ce, dans l'ensemble de l'Asie-Pacifique. Ces initiatives s'appuient sur des innovations antérieures de la région, notamment la décision de Hong Kong de permettre uniquement les demandes en ligne pour de multiples catégories de visas, le portail simplifié de visa en ligne de la Chine continentale, l'entrée sans contact à Macao au moyen de son application eChannel et les systèmes Autogate dans les principaux aéroports en Indonésie.

– **Linda Rowe**, leader des Services en immigration d'EY Asie-Pacifique



Nouvelles lois et politiques en matière d'immigration

- Le [Japon](#) a mis en place de nouvelles exigences plus strictes visant les ressortissants étrangers qui demandent une autorisation de travail et de résidence dans la catégorie des chefs d'entreprise (*Business Manager category*).
- La [Malaisie](#) a mis en œuvre un programme de gestion des séjours prolongés sans autorisation (*Overstay Management Programme*), lequel prévoit des amendes pour les titulaires de permis d'emploi (*Employment Pass*) ou de laissez-passer pour personne à charge (*Dependent's Pass*) qui dépassent leur période de séjour autorisée en Malaisie.
- [Singapour](#) a mis à jour deux des critères de notation du cadre COMPASS, son système de points pour l'évaluation des demandeurs de permis d'emploi.
- La [Thaïlande](#) a lancé une nouvelle plateforme en ligne appelée *e-WorkPermit*. Tous les employés étrangers et leurs répondants en Thaïlande doivent désormais utiliser cette plateforme en ligne pour demander un nouveau permis de travail, y compris un permis de travail urgent (*Urgent Work Permit*), un renouvellement ou une annulation.

Obligations et avantages - employeur

- En [Malaisie](#), les employeurs sont tenus de présenter une demande de permis d'emploi de l'État du Sarawak au moyen de la nouvelle plateforme en ligne.
- En [Malaisie](#), les autorités de l'immigration ont publié un rappel à l'intention des employeurs au sujet de leur obligation d'abrégier (*shorten*) les permis de travail des expatriés avant que ceux-ci ne quittent définitivement le pays.

De plus, les employeurs doivent désormais présenter en ligne une demande d'autorisation de sortie pour les titulaires dont le permis d'emploi (*Employment Passes* - EP) ou le laissez-passer de visiteur professionnel (*Professional Visit Passes* - PVP) a été traité par la Division des services aux expatriés (*Expatriate Services Division* - ESD), ainsi que pour les titulaires dont le permis de travail a été traité par l'organisation de l'économie numérique de la Malaisie (*Malaysia Digital Economy Corporation* - MDEC), lorsque les permis n'ont pas été abrégés ou renouvelés avant leur date d'expiration.

- La [Malaisie](#) a annoncé que les employeurs inscrits auprès de l'ESD peuvent présenter leurs projections de demandes de permis de travail et de laissez-passer de visiteur professionnel attendues des expatriés pour 2026. De même, les employeurs inscrits auprès de la MDEC peuvent maintenant présenter leurs projections de demandes de permis d'emploi.

Obligations et avantages - personnes

- La [Chine continentale](#) a annoncé que les ressortissants de la Suède sont maintenant admissibles à entrer sur le territoire chinois pour les affaires, le tourisme ou les visites familiales, ou à transiter par le pays, sans visa. Cette politique restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2026. En outre, les autorités de l'immigration ont prolongé jusqu'au 31 décembre 2026 la politique de dispense de visa pour les ressortissants de 45 pays.



- En [République de Corée](#), les visiteurs d'affaires et les travailleurs étrangers, à quelques exceptions près, doivent demander une carte d'arrivée électronique (*e-Arrival Card*) dans les trois jours précédant leur arrivée.
- La [République de Corée](#) a prolongé jusqu'au 31 décembre 2026 la période de dispense temporaire d'autorisation de voyage électronique de la Corée (*Korea Electronic Travel Authorization - K-ETA*) pour les ressortissants et les résidents de 22 pays et territoires.
- [Singapour](#) a adopté des changements ayant une incidence sur les résidents permanents à l'extérieur du pays qui demandent un permis de rentrée. Ces changements sont entrés en vigueur le 1^{er} décembre 2025.

À plus long terme

- En [Australie](#), après le premier anniversaire de la catégorie de visa des compétences en demande (*Skills in Demand - SID*), la situation devrait demeurer relativement stable en ce qui a trait aux demandes de visa parrainées par l'employeur, avec les développements suivants au cours de l'année à venir :
 1. Les temps de traitement prolongés pour les demandes de visa devraient se poursuivre.
 2. La nouvelle liste des professions liées aux compétences de base (*Core Skills Occupation List - CSOL*) sera mise en œuvre.
 3. Des dispositions législatives visant à accroître la souplesse des études d'impact sur le marché du travail (*Labour Market Testing - LMT*) et un registre public des répondants (*public register of sponsors*) seront déposés devant le Parlement.
 4. Une enquête parlementaire sur la valeur des immigrants qualifiés en Australie devrait faire l'objet d'un rapport en 2026.

Europe

“

La sécurité aux frontières demeure une priorité absolue en Europe, le Danemark et le Portugal ayant déployé le système d'entrée / de sortie de l'Union européenne au dernier trimestre de 2025. Les Pays-Bas ont également mis en place le système d'entrée / de sortie et ont déployé des bornes biométriques dans les aéroports, en plus de resserrer les contrôles aux frontières en vue du prochain système européen d'information et d'autorisation de voyage (*European Travel Information and Authorization System – ETIAS*) en 2026.

– **Ben J Willis**, leader mondial, Spécialités en immigration d'EY, [Profil Gens d'EY](#)



Nouvelles lois et politiques en matière d'immigration

- L'[Autriche](#) a introduit un nouveau permis de travailleur frontalier (*Frontier Worker Permit*) pour les ressortissants de pays tiers qui travaillent en Autriche, mais qui résident dans un pays voisin et qui doivent se déplacer pour le travail.
- L'[Italie](#) a approuvé des modifications à la réglementation régissant la délivrance des cartes bleues et des permis de travail de l'Union européenne, afin de raccourcir les délais de traitement et d'offrir une plus grande flexibilité aux ressortissants de pays tiers qui entrent dans le pays pour y travailler.
- La [Slovénie](#) a commencé à accepter des demandes relatives au nouveau permis de résidence temporaire pour les nomades numériques. Ce permis permet aux ressortissants admissibles de pays tiers de travailler à distance depuis la Slovénie alors qu'ils sont des employés d'une entreprise située à l'étranger.
- Le gouvernement du [Royaume-Uni](#) a publié une déclaration de modification aux règles d'immigration (*Statement of Changes to the Immigration Rules*), mettant en œuvre de nouvelles mesures parmi celles contenues dans le livre blanc sur l'immigration publié en mai 2025. Les modifications à venir auront une incidence sur plusieurs des possibilités d'obtenir un visa, y compris pour les travailleurs parrainés.
- Le gouvernement du [Royaume-Uni](#) a annoncé d'importantes propositions concernant le système d'immigration légale; ces propositions visent en particulier l'établissement (l'obtention d'un statut) au moyen d'une autorisation de séjour indéfini (*Indefinite Leave to Remain*).

S'appuyant sur le livre blanc sur l'immigration publié en mai 2025, le nouveau modèle d'établissement / de statut fondé sur le mérite (*Earned Settlement*) exigera que les ressortissants étrangers démontrent qu'ils apportent une contribution soutenue et qu'ils respectent les exigences d'intégration et de conformité pour devenir admissibles au statut de résident permanent.

Obligations et avantages – employeur

- En [Estonie](#), les sociétés qui parrainent l'inscription des ressortissants étrangers en vue d'un emploi de courte durée et leur obtention d'un permis de séjour temporaire pour un emploi doivent désormais s'inscrire auprès du registre du commerce estonien (*Estonian Business Register*). De plus, les sociétés qui parrainent un étranger pour l'obtention d'un permis de résidence temporaire aux fins d'une demande d'emploi sont tenues de fournir des documents attestant leurs activités économiques.
- L'[Allemagne](#) a approuvé de nouveaux seuils pour le plafond de cotisation annuelle au régime général d'assurance-retraite pour 2026. Ces seuils déterminent généralement les exigences relatives au salaire minimum pour les demandes de carte bleue de l'Union européenne et les demandes en vertu du régime de reconnaissance des qualifications professionnelles distinctes (*Distinct Professional Experience*).
- L'[Irlande](#) a adopté plusieurs mises à jour ayant une incidence sur les processus d'inscription et de renouvellement des permis de séjour irlandais. Elle a aussi annoncé une hausse du salaire minimum national et a clarifié sa position à l'égard du système d'entrée / de sortie de l'Union européenne.



- Les [Pays-Bas](#) ont annoncé que les entreprises qui parrainent des ressortissants étrangers hautement qualifiés ou des titulaires de carte bleue de l'Union européenne sont tenues de conserver des documents supplémentaires pour démontrer qu'elles respectent leurs obligations salariales. Cette exigence s'inscrit dans l'engagement du gouvernement néerlandais de renforcer son régime d'immigration fondé sur les qualifications.
- Les [Pays-Bas](#) ont également revu leurs exigences en matière de salaire pour les migrants hautement qualifiés (*knowledge migrants*) qui cherchent à travailler dans le pays. Les seuils modifiés sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2026.
- La [Suisse](#) a annoncé que les quotas annuels de 2026 pour les ressortissants du Royaume-Uni et des États membres de l'Espace économique européen (EEE) et des pays hors de l'EEE (les ressortissants de pays tiers) qui cherchent à obtenir des permis de travail de courte ou longue durée (c.-à-d. des permis de catégories L et B) resteront les mêmes que ceux de 2025.
- La [Suisse](#) a publié la liste à jour des professions pour lesquelles les employeurs doivent signaler un poste vacant à leur bureau de chômage local avant de publier une annonce ouvertement.

Obligations et avantages – personnes

- Le 12 octobre 2025, le [Danemark](#) a entamé la mise en œuvre progressive du système d'entrée / de sortie. Le système s'applique à tous les États membres de l'Union européenne, à l'exception de Chypre et de l'Irlande. D'ici le 10 avril 2026, le système d'entrée / de sortie devrait être pleinement fonctionnel à tous les postes frontaliers extérieurs des pays européens l'ayant adopté.
- La [Finlande](#) a mis en œuvre des exigences plus strictes pour les ressortissants étrangers cherchant à obtenir la citoyenneté.
- L'[Irlande](#) a annoncé une série de modifications législatives et stratégiques à sa loi sur la citoyenneté (*Citizenship Act*) et a mis en œuvre de nouvelles exigences en matière de regroupement familial pour les ressortissants de pays tiers, conformément à sa politique de regroupement familial pour les ressortissants de pays hors de l'EEE.
- L'[Irlande](#) a mis en place une initiative temporaire pour faciliter les déplacements pendant la période de Noël pour les personnes qui ont présenté une demande de renouvellement de leur permis de résidence irlandais (*Irish Residence Permit* – IRP) avant l'expiration de leur carte d'IRP.
- En [Irlande](#), les demandeurs de visa irlandais provenant de certains pays et territoires doivent désormais payer les droits en ligne.
- Les [Pays-Bas](#), dans le cadre de l'amélioration continue de leurs systèmes frontaliers, ont instauré des procédures plus rigoureuses visant les ressortissants de pays tiers qui entrent au pays ou qui en sortent.
- Le [Portugal](#) a mis en œuvre le système d'entrée / de sortie et adopté de nouvelles règles plus strictes pour les ressortissants de la Communauté des pays de langue portugaise (*Community of Portuguese Language Countries* – CPLC) et pour les personnes demandant une autorisation de résidence au Portugal aux fins du regroupement familial.

À plus long terme

- L'[Irlande](#) a annoncé la mise en place d'une feuille de route par étapes dans le but d'augmenter les seuils salariaux pour les titulaires de permis de travail, la première augmentation entrant en vigueur le 1^{er} mars 2026.

Afrique, Moyen-Orient et Association sud-asiatique de coopération régionale

Nouvelles lois et politiques en matière d'immigration

- Le [Gabon](#) a instauré un système numérique de visa électronique. Tous les processus liés aux visas de séjour de courte durée, y compris la présentation des demandes et les paiements, peuvent maintenant être faits en ligne grâce à ce système.

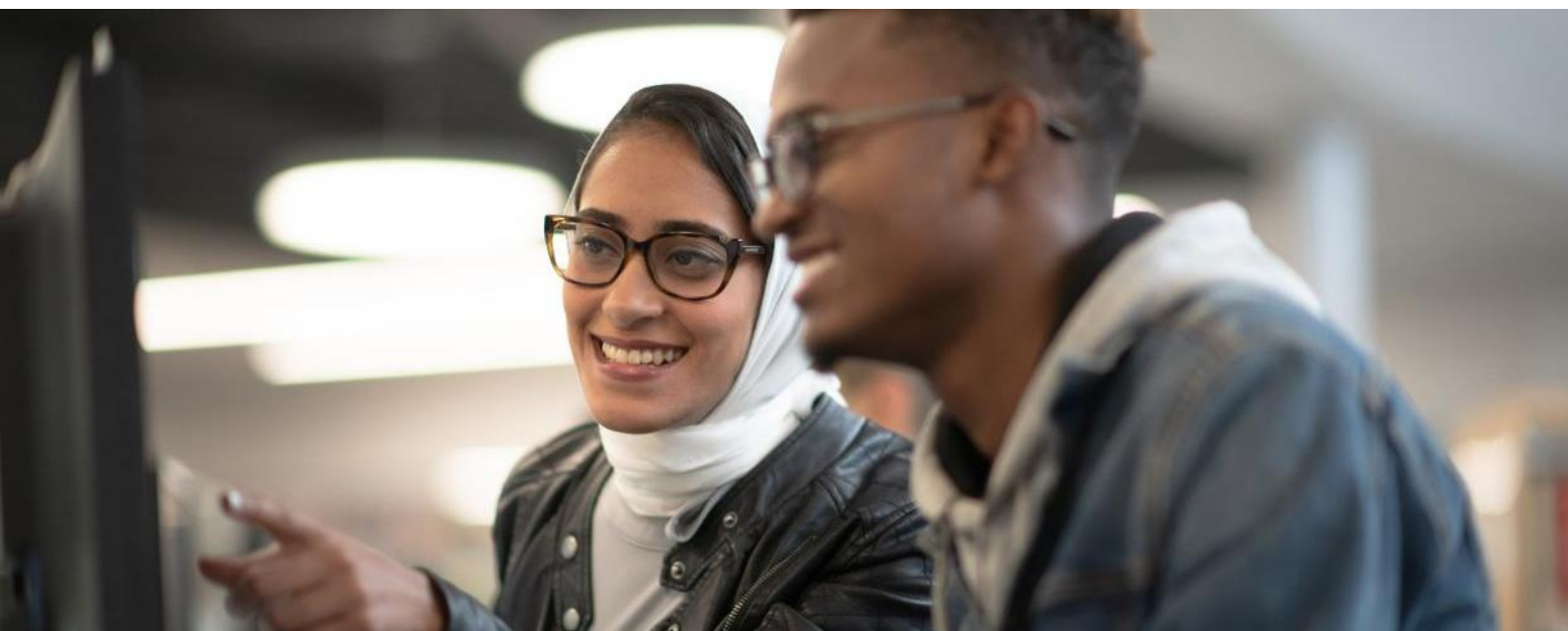
Obligations et avantages - employeur

- Au [Cameroun](#), les manifestations qui ont suivi le résultat de l'élection présidentielle ont suscité des préoccupations en matière de sécurité et ont perturbé les activités commerciales. En conséquence, des retards sont à prévoir dans le traitement des demandes d'immigration jusqu'à ce que la situation se calme et que les activités reprennent normalement.
- Au [Koweït](#), les employeurs doivent présenter et mettre à jour par voie électronique les horaires de travail quotidiens, les périodes de repos et les jours fériés de leurs employés, y compris les travailleurs étrangers.

Obligations et avantages - personnes

- Le [Tchad](#) a cessé de délivrer des visas aux ressortissants américains en réponse aux restrictions de voyage imposées par les États-Unis aux ressortissants tchadiens.
- En [Inde](#), les ressortissants étrangers et les [titulaires d'une carte de citoyen indien d'outre-mer](#) (*Overseas Citizen of India - OCI*) qui entrent au pays doivent demander une carte d'arrivée électronique dans les 72 heures précédant leur arrivée.

- Au [Malawi](#), les voyageurs qui pouvaient auparavant entrer sans visa (au moyen de leur passeport valide seulement) doivent désormais obtenir un visa du Malawi avant leur voyage si leur pays de citoyenneté exige que les ressortissants du Malawi obtiennent un visa avant leur entrée. En outre, les droits relatifs aux demandes de visa au Malawi sont désormais calculés en tenant compte de la réciprocité avec le pays de citoyenneté du demandeur.
- L'[Afrique du Sud](#) a annoncé la prolongation automatique de tous les permis de dispense existants du Zimbabwe et du Lesotho jusqu'au 28 mai 2027.



EY | Travailler ensemble pour un monde meilleur

EY contribue à un monde meilleur en créant de la valeur pour ses clients, pour ses gens, pour la société et pour la planète, tout en renforçant la confiance à l'égard des marchés financiers.

Grâce aux données, à l'intelligence artificielle et aux technologies de pointe, les équipes d'EY aident les clients à façonner l'avenir en toute confiance et proposent des solutions aux enjeux les plus pressants d'aujourd'hui et de demain.

Les équipes d'EY fournissent une gamme complète de services en certification, en consultation et en fiscalité ainsi qu'en stratégie et transactions. S'appuyant sur des connaissances sectorielles, un réseau mondial multidisciplinaire et des partenaires diversifiés de l'écosystème, les équipes d'EY sont en mesure de fournir des services dans plus de 150 pays.

EY est All in pour façonner l'avenir en toute confiance.

EY désigne l'organisation mondiale des sociétés membres d'Ernst & Young Global Limited et peut désigner une ou plusieurs de ces sociétés membres, lesquelles sont toutes des entités juridiques distinctes. Ernst & Young Global Limited, société à responsabilité limitée par garanties du Royaume-Uni, ne fournit aucun service aux clients. Des renseignements sur la façon dont EY collecte et utilise les données à caractère personnel ainsi qu'une description des droits individuels conférés par la réglementation en matière de protection des données sont disponibles sur le site ey.com/fr_ca/privacy-statement. Les sociétés membres du réseau mondial d'EY ne pratiquent pas le droit là où la loi l'interdit. Pour en savoir davantage sur notre organisation, visitez le site ey.com.

© 2026 EYGM Limited.
Tous droits réservés.

010357-25GbI
Aucune date d'expiration

La présente publication ne fournit que des renseignements sommaires et à des fins d'information générale uniquement. Elle ne doit pas être considérée comme exhaustive et ne peut remplacer des conseils professionnels. Ernst & Young Global Limited et les autres membres de l'organisation mondiale EY déclinent toute responsabilité à l'égard des pertes subies par quiconque agit ou s'abstient d'agir en raison du contenu de la présente publication. Un conseiller compétent doit être consulté pour toute question particulière.

ey.com

